
633 Décret du 3 juillet 2003 organisant des activités de psychomotricité dans l'enseignement maternel ordinaire

(Moniteur n° 301 du 22 août 2003, p. 41676)

Projet de décret n° 411 (2002-2003)

Discussion et adoption : séance du 1^{er} juillet 2003, CRI n°17 (2002-2003)

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 3281

[C 2003/29427]

3 JUILLET 2003. — Décret organisant des activités de psychomotricité dans l'enseignement maternel ordinaire (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — DE L'ORGANISATION DES ACTIVITÉS DE PSYCHOMOTRICITÉ
DANS L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ORDINAIRE

Article 1^{er}. A l'article 2 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un 14°*bis*, rédigé comme suit :

« 14°*bis*. Maître de psychomotricité : membre du personnel chargé des activités de psychomotricité »

2° il est inséré un 14°*ter*, rédigé comme suit :

« 14°*ter*. Activités de psychomotricité : activités visant à développer l'intégration des différents axes de la psychomotricité, à savoir :

1° la psychomotricité de l'action vécue ou dynamique psychomotrice qui intègre les trois dimensions d'un être humain : les axes corporels, affectifs et cognitifs à partir de l'action vécue;

2° la psychomotricité de la relation globale ou dynamique psychomotrice qui confronte l'enfant à l'espace temps, à lui-même, aux autres et aux objets dans un mouvement global et dans l'action vécue;

3° la psychomotricité perceptivo-motrice ou dynamique psychomotrice qui permet à l'enfant de rencontrer un espace de plus en plus différencié et d'agir dans un espace temps de plus en plus complexe. »

Art. 2. A l'article 3 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "Toutefois, deux de ces périodes peuvent être des activités éducatives spécifiques déterminées par le pouvoir organisateur" sont remplacés par les mots "L'équivalent de deux de ces périodes au moins est consacré à des activités de psychomotricité";

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Dans les établissements ou implantations scolaires ou l'horaire hebdomadaire a été réduit à 26 périodes, il augmente à 28 périodes dès le début de l'année scolaire à partir de laquelle toutes les classes maternelles de l'établissement ou l'implantation scolaire disposent de deux périodes de psychomotricité en vertu de l'article 3^{ter}. »

Art. 3. Il est inséré dans le même décret un article 3*bis*, rédigé comme suit :

« Les activités de psychomotricité sont assurées par un maître de psychomotricité.

Le maître de psychomotricité doit être porteur :

1° soit du titre d'instituteur maternel pour autant que son diplôme mentionne qu'il a réussi un cours d'éducation corporelle et psychomotricité de 120 heures au moins ou qu'il soit complété par une formation complémentaire en psychomotricité.

Cette formation consiste en 72 périodes d'éducation corporelle et psychomotricité y compris la didactique spécifique de la discipline organisée dans un établissement de promotion sociale organisant le post-graduat en psychomotricité sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° soit du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, section éducation physique.

L'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, section éducation physique, qui n'a pas été formé dans le cadre de sa formation initiale, à enseigner dans le niveau maternel doit compléter sa formation par une formation complémentaire adaptée à l'enseignement maternel.

Cette formation consiste en un stage de 20 périodes dans l'enseignement maternel et en 10 périodes d'analyse de pratique avec un enseignant. Elle est organisée dans un établissement de promotion sociale qui organise une section pédagogique;

3° soit du diplôme de spécialisation ou du post-graduat en psychomotricité complété par une formation complémentaire à caractère pédagogique.

a) Si le diplômé est titulaire d'un titre pédagogique autre que celui d'instituteur maternel ou du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, section éducation physique, la formation consiste en un stage de 20 périodes dans l'enseignement maternel et en 10 périodes d'analyse de pratique avec un enseignant. Elle est organisée dans un établissement de promotion sociale qui organise une section pédagogique;

b) Si le diplômé ne possède pas de titre pédagogique, la formation consiste en un stage de 20 périodes dans l'enseignement maternel et en 10 périodes d'analyse de pratique avec un enseignant. Elle est organisée dans un établissement de promotion sociale qui organise une section pédagogique;

4° soit le diplôme de graduat d'assistance en psychologie, option psychopédagogie et psychomotricité complété par une formation complémentaire à caractère pédagogique.

Cette formation consiste en un cours d'éléments d'épistémologie et de didactique de la psychomotricité de 30 périodes, d'un stage de 20 périodes dans l'enseignement maternel et en 10 périodes d'analyse de pratique avec un enseignant. Elle est organisée dans un établissement de promotion sociale qui organise une section pédagogique;

5° soit du diplôme de gradué ou de licencié en kinésithérapie complété par une formation complémentaire à caractère pédagogique.

Que le diplômé soit ou non agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, cette formation consiste en un cours d'éléments d'épistémologie et de didactique de la psychomotricité de 30 périodes, un stage de 20 périodes dans l'enseignement maternel et en 10 périodes d'analyse de pratique avec un enseignant. Elle est organisée dans un établissement de promotion sociale qui organise une section pédagogique;

6° le diplôme d'agregé ou de licencié en éducation physique complète par une formation complémentaire.

Cette formation complémentaire consiste en un cours d'éléments d'épistémologie et de didactique de la psychomotricité de 60 périodes, un stage de 20 périodes dans l'enseignement maternel et en 10 périodes d'analyse de pratique avec un enseignant. Elle est organisée dans un établissement de promotion sociale qui organise une section pédagogique.

7° du diplôme d'éducateur spécialisé en activités socio-sportives complété par une formation complémentaire pour autant que son diplôme mentionne qu'il a réussi des cours de psychomotricité d'un volume horaire de minimum 120 heures.

Cette formation complémentaire consiste en un cours d'éléments d'épistémologie et de didactique de la psychomotricité de 30 périodes, un stage de 20 périodes dans l'enseignement maternel et en 10 périodes d'analyse de pratique avec un enseignant. Elle est organisée dans un établissement de promotion sociale qui organise une section pédagogique. »

Art. 4. Il est inséré dans le même décret un article 3ter, rédigé comme suit :

§ 1^{er}. L'organisation des activités de psychomotricité prévues à l'article 3, alinéa 1^{er}, est obligatoire pour les établissements ou implantations scolaires qui se voient octroyer un encadrement spécifique dans les limites du présent article.

§ 2. Le Gouvernement alloue au moins les moyens suivants pour l'organisation des activités de psychomotricité :

1° afin de permettre l'engagement ou la désignation de maîtres de psychomotricité :

| | |
|---------------------|-----------------|
| pour l'année 2003 : | 305.000 euros |
| pour l'année 2004 : | 1.083.000 euros |
| pour l'année 2005 : | 3.701.000 euros |
| pour l'année 2006 : | 3.607.000 euros |
| pour l'année 2007 : | 5.240.000 euros |
| pour l'année 2008 : | 5.617.000 euros |
| pour l'année 2009 : | 6.597.000 euros |
| pour l'année 2010 : | 7.808.000 euros |

2° maximum 20 % des moyens disponibles destinés au niveau fondamental dans le cadre des conventions prises en application de l'article 18 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et de secteur marchand et de l'arrêté royal du 21 juin 1989 portant création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics pour la Région de Bruxelles-Capitale;

3° afin de permettre l'engagement de chefs d'activité conformément à l'article 12 du décret du 3 juillet 2003 introduisant des activités de psychomotricité dans l'enseignement maternel ordinaire et l'octroi des subventions pour l'achat de matériel destiné à la psychomotricité selon les modalités prévues aux articles 16 à 19 du décret du 3 juillet 2003 précité :

| | |
|---------------------|-----------------|
| pour l'année 2003 : | 175.000 euros |
| pour l'année 2004 : | 619.000 euros |
| pour l'année 2005 : | 2.115.000 euros |
| pour l'année 2006 : | 2.061.000 euros |
| pour l'année 2007 : | 2.994.000 euros |
| pour l'année 2008 : | 3.209.000 euros |
| pour l'année 2009 : | 3.769.000 euros |
| pour l'année 2010 : | 4.462.000 euros |

§ 3. Les moyens visés au § 2, 1° et 2°, sont répartis de telle sorte que les moyens visés au § 2, 1°, et les moyens visés au § 2, 2°, soient chacun répartis entre les réseaux de manière proportionnelle au nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement maternel ordinaire.

La répartition se fait de la manière suivante :

1° prioritairement à concurrence de deux périodes d'activités de psychomotricité, et ce des l'année scolaire 2003-2004 dans toutes les implantations scolaires;

2° les périodes supplémentaires disponibles sont réparties entre l'enseignement organisé par la Communauté française, l'enseignement officiel subventionné, l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel et l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel.

La part de chaque commission visée aux points a) et b) du présent article est proportionnelle au nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les établissements ou implantations scolaires.

Ces périodes supplémentaires disponibles sont réparties :

a) dans l'enseignement organisé par la Communauté française, par les commissions zonales d'affectation visées à l'article 14^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, pour l'enseignement organisé par la Communauté française;

b) dans l'enseignement subventionné, par les commissions régionales de réaffectation visées par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 instituant les commissions régionales de réaffectation des membres du personnel de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire subventionné.

Dans le cadre de la répartition des périodes d'activités de psychomotricité, les commissions visées aux points a) et b) veillent, dans la mesure du possible, à ne pas disperser les horaires des membres du personnel, à assurer la stabilité des équipes pédagogiques et à privilégier les écoles comptant moins de trois classes maternelles et les écoles accueillant des publics défavorisés.

En outre et pour une période allant du 1^{er} septembre 2003 au 30 juin 2010, dans des situations exceptionnelles ou des déplacements importants sont exigés du maître de psychomotricité, le nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes de maître de psychomotricité peut être réduit à concurrence de deux périodes maximum par les commissions visées aux points a) et b). Le Gouvernement détermine le nombre de périodes de psychomotricité qui peuvent être utilisées par chacune des commissions pour l'application du présent alinéa.

§ 4. Le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française et le directeur dans les établissements organisés par la Communauté française, qui ne bénéficient pas d'une intervention pour l'organisation des activités de psychomotricité en exécution du § 3, 2^e, peuvent faire appel à un chef d'activité conformément à l'article 14 du présent décret.

Tout pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française et le directeur dans les établissements organisés par la Communauté française, qui, en application de l'alinéa précédent, fait appel à un chef d'activité, a l'obligation d'organiser deux périodes de psychomotricité;

Art. 5. Il est inséré, l'article 18 du même décret, un paragraphe 6, rédigé comme suit :

« Les maîtres de psychomotricité à prestations complètes sont tenus d'assurer 26 périodes de cours par semaine. Ils accomplissent 60 périodes de concertation avec leurs collègues de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire, selon les modalités définies aux articles 24 et 25. »

Art. 6. Il est inséré, dans le même décret, un article 98bis, rédigé comme suit :

« Art. 98bis. - Aussi longtemps qu'un établissement ou une implantation scolaire ou l'on dispense de l'enseignement maternel ne bénéficie pas de deux périodes supplémentaires pour le calcul de l'encadrement conformément à l'article 3ter, les activités de psychomotricité peuvent être remplacées par des activités éducatives spécifiques déterminées par le pouvoir organisateur. »

TITRE II. — DES MODIFICATIONS DES DISPOSITIONS STATUTAIRES

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel des services d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 7. A l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel des services d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, complété par les arrêtés royaux du 22 juillet 1969, du 31 juillet 1969, du 7 mars 1979 et du 1^{er} août 1984 et modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 24 août 1992 et du 31 août 1992, par les arrêtés du Gouvernement du 27 janvier 1994, du 4 juillet 1994, du 16 janvier 1995, du 7 avril 1995 et du 24 octobre 1996 et par les décrets du 19 juillet 1993, du 13 juillet 1998, du 4 janvier 1999 et du 27 mars 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1^o il est inséré, dans la rubrique "A. Dans l'enseignement maternel", remplace par l'arrêté du Gouvernement du 24 octobre 1996, un point "3" intitulé "maître ou maîtresse de psychomotricité";

2^o il est inséré, dans la rubrique "Bbis. Dans l'enseignement fondamental", insère par l'arrêté du Gouvernement du 24 octobre 1996, un point 1ter intitulé "maître ou maîtresse de psychomotricité".

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel des services d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 8. Un article 6quater, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel des services d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements :

Les titres requis pour la fonction de maître ou maîtresse de psychomotricité que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement maternel sont fixes comme suit :

1^o le diplôme d'instituteur maternel ou institutrice maternelle pour autant que son diplôme mentionne qu'il a réussi un cours d'éducation corporelle et psychomotricité de 120 heures au moins ou qu'il soit complété par une formation complémentaire en psychomotricité telle que définie à l'article 3bis, 1^o, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement;

2^o le diplôme d'agrégé ou agrégée de l'enseignement secondaire inférieur (éducation physique);

L'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, section éducation physique, qui n'a pas été formé, dans le cadre de sa formation initiale, à enseigner dans le niveau maternel doit compléter sa formation par une formation complémentaire adaptée à l'enseignement maternel telle que définie à l'article 3bis, 2^o, du décret du 13 juillet 1998 précité;

3^o le diplôme de spécialisation en psychomotricité complété par une formation complémentaire à caractère pédagogique telle que définie par l'article 3bis, 3^o, du décret du 13 juillet 1998 précité;

4^o le diplôme de post-graduat en psychomotricité complété par une formation complémentaire à caractère pédagogique telle que définie par l'article 3bis, 3^o, du décret du 13 juillet 1998 précité;

5^o le diplôme de graduat d'assistance en psychologie, option psychopédagogie et psychomotricité complété par une formation complémentaire à caractère pédagogique telle que définie par l'article 3bis, 4^o, du décret du 13 juillet 1998 précité;

6° le diplôme de gradue ou de licencié en kinésithérapie complété par une formation complémentaire à caractère pédagogique telle que définie par l'article 3bis, 5°, du décret du 13 juillet 1998 précité;

7° le diplôme d'agrégé ou de licencié en éducation physique complété par une formation complémentaire à caractère pédagogique telle que définie à l'article 3, 6°, du décret du 13 juillet 1998 précité;

8° le diplôme d'éducateur spécialisé en activités socio-sportives complété par une formation complémentaire à caractère pédagogique telle que définie à l'article 3bis, 7°, du décret du 13 juillet 1998 précité, pour autant que le diplômé mentionne que son détenteur a réussi des cours de psychomotricité d'un volume horaire de minimum 120 heures.

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire*

Art. 9. A l'article 11 de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 3 septembre 1991 et par le décret du 27 mars 2002, il est inséré, entre les rubriques "Instituteur maternel chargé des cours en immersion" et "Instituteur primaire", une nouvelle rubrique, rédigée comme suit :

« Maître ou Maîtresse de psychomotricité

Groupe A

Le diplôme d'instituteur maternel ou d'institutrice maternelle complété par une formation en psychomotricité autre que celles visées par l'article 3bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement porteur de ce titre/CF

Groupe B

Le diplôme d'instituteur maternel ou d'institutrice maternelle porteur de ce titre/CF

Le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, section éducation physique porteur de ce titre/CF

Le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, section éducation physique et sports porteur de ce titre/CF

CHAPITRE IV. — *Modification de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.*

Art. 10. Il est inséré, dans l'article 14quater de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, un § 1^{er}bis rédigé comme suit :

« § 1^{er}bis. Conformément à l'article 3ter du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, la commission répartit entre les différents établissements ou implantations scolaires les moyens alloués à la psychomotricité en vue de l'engagement d'un maître ou d'une maîtresse de psychomotricité. »

CHAPITRE V. — *Modification de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 instituant les commissions régionales de réaffectation des membres du personnel de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire subventionné*

Art. 11. A l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif précité, il est inséré un second alinéa, rédigé comme suit :

« Conformément à l'article 3ter du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, la commission régionale de réaffectation répartit entre les différents établissements scolaires les moyens alloués à la psychomotricité en vue de l'engagement de maître ou de maîtresse de psychomotricité. »

TITRE III. — DES DISPOSITIONS RELATIVES AU SPORT

CHAPITRE I^{er}. — *De l'encadrement par un chef d'activité*

Art. 12. Conformément à l'article 3ter, § 4, du décret du 13 juillet 1998 précité, les activités de psychomotricité peuvent être exercées, à la demande du directeur ou de la directrice des établissements scolaires organisés par la Communauté française ou du pouvoir organisateur dans les établissements scolaires subventionnés par la Communauté française, par un chef d'activité, conformément à l'article 1^{er}, 8°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1998 fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour le ministère de la Communauté française.

La demande visée à l'alinéa précédent est adressée au Gouvernement.

Une commission d'avis est créée au sein de la direction générale du sport.

Cette commission est composée pour moitié de représentants des services du Gouvernement de la Communauté française, à hauteur d'un quart de représentants des organisations syndicales reconnues et représentées au sein du comité de négociation - secteur IX ou du comité des services publics provinciaux et locaux - section II et du comité de négociation - secteur XVII et d'un quart de représentants des organes de coordination et de représentation des pouvoirs organisateurs visés à l'article 5bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par la loi du 6 juillet 1970 et par le décret du 2 juin 1998.

Elle a pour mission de donner un avis au Gouvernement sur l'affectation des chefs d'activité visés dans le présent titre IV au sein des différents établissements ou implantations scolaires ayant introduit une demande.

Art. 13. Le chef d'activité exerçant les activités de psychomotricité doit être porteur du titre d'agréé de l'enseignement secondaire inférieur, section éducation physique.

L'École de l'Administration publique instituée par l'arrêté du 25 octobre 2002 de la Communauté française créant une école d'administration publique en Communauté française organisée, à l'intention des chefs d'activité une formation en cours de carrière en psychomotricité.

Les chefs d'activité ont accès, à leur demande, aux formations continues en psychomotricité organisées par les réseaux d'enseignement.

Art. 14. Le chef d'activité est engagé dans les services de la Communauté française - Direction générale du Sport - conformément à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes de droit public qui en dépendent.

Les relations de travail entre le chef d'activité et le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française ou le directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française sont définies par le Gouvernement.

Art. 15. Dans l'exercice des fonctions qu'il assume dans des établissements d'enseignement conformément à l'article 3^{ter}, § 4, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, le chef d'activité assure maximum 26 périodes d'activités de psychomotricité par semaine. S'il assure 26 périodes d'activités de psychomotricité, il consacre le reste de sa durée hebdomadaire de travail à la préparation de ses activités.

Cette période de préparation est, le cas échéant, réduite au prorata du nombre de périodes qu'il consacre à l'organisation d'activités de psychomotricité dans des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française.

De l'accord du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné et du directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le chef d'activité consacre dans le cadre de la période de préparation des activités de psychomotricité 60 périodes de concertation selon les modalités définies aux articles 24 et 25 du décret du 13 juillet 1998 précité.

CHAPITRE II. — DE L'ACHAT DE MATERIEL.

Art. 16. Le Gouvernement peut, dans la limite des crédits budgétaires, octroyer des subventions pour l'achat de matériel sportif destiné à la psychomotricité.

Le présent chapitre est applicable à l'enseignement ordinaire et à l'enseignement spécial.

Art. 17. Les subventions sont accordées aux établissements dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou aux pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Art. 18. Le montant de la subvention est fixé comme suit :

1^o 75 % du prix réel du matériel plafonné à un montant fixé par le Gouvernement pour les implantations d'enseignement fondamental visées à l'article 3, 15^o, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale ainsi que celles reprises dans les listes visées à l'article 4, § 2, du décret du 30 juin 1998 précité, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives ou pour les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement ordinaire ou spécial subventionné et les établissements dans l'enseignement ordinaire ou spécial organisé par la Communauté française qui comptent un nombre d'élèves dans l'enseignement pré-scolaire inférieur au chiffre fixé par le Gouvernement ou pour les établissements scolaires qui s'engagent à mettre le matériel subventionné à disposition d'activités extrascolaires organisées dans leurs locaux;

2^o 60 % du prix réel du matériel plafonné à un montant fixé par le Gouvernement pour les établissements d'enseignement ordinaire ou spécial qui ne sont pas visés au 1^o.

Art. 19. Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction des demandes ainsi que de contrôle de l'utilisation des subventions.

Chaque établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou chaque pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française vise à l'article 17 ayant bénéficié d'une subvention pour l'achat de matériel sportif destiné à la psychomotricité ne pourra introduire de nouvelle demande pour le matériel qui a fait l'objet d'une subvention conformément à l'article 18 qu'au terme d'un délai de dix ans. Ce délai prend cours à partir de la réception du matériel subventionné.

TITRE IV. — DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ABROGATOIRES ET FINALES

Art. 20. Les agents contractuels subventionnés ayant suivi la formation complémentaire en psychomotricité organisée dans le cadre de "l'expérience pilote", sont considérés comme ayant suivi une formation complémentaire en psychomotricité telle que définie à l'article 3^{bis} du décret du 13 juillet 1998 précité.

Art. 21. Les institutrices maternelles ou instituteurs maternels qui ont assuré des activités de psychomotricité dans l'enseignement maternel pendant quatre années scolaires au moins au cours des huit dernières années scolaires sont considérés comme ayant suivi une formation complémentaire en psychomotricité telle que définie à l'article 3^{bis} du décret du 13 juillet 1998 précité.

Le Gouvernement fixe les modalités d'exécution du présent article.

Art. 22. Par dérogation à l'article 3^{ter}, § 3, du décret du 13 juillet 1998 précité, les implantations ou établissements scolaires ayant participé à "l'expérience pilote" lors de l'année scolaire 2002/2003 reçoivent de plein droit un nombre de périodes d'activités de psychomotricité au moins équivalent à celles accordées dans le cadre de cette expérience-pilote.

Art. 23. Pour l'année scolaire 2003/2004, le pourcentage visé à l'article 3^{ter}, § 2, 2^o, doit permettre de consacrer 6 006 périodes pour l'organisation des activités de psychomotricité.

Art. 24. Pour l'année scolaire 2003-2004, les conditions visées aux points 1) et 2) de l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire sont remplies.

Par dérogation à l'article 6, § 1^{er}, 3^o, les porteurs de titres jugés suffisants du groupe B visés à l'article 11 de l'arrêté royal du 20 juin 1975 précité, tel que modifié par l'article 8 du présent décret, sont recrutés par le pouvoir organisateur si le ministre prend une décision favorable sur avis des services du Gouvernement.

Art. 25. L'article 24, alinéa 2, du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents est remplacé par l'alinéa suivant :

« La grille de référence de la sous-section "langues germaniques" comporte des heures de formation destinées à former les futurs régents à enseigner aux élèves de l'enseignement primaire et celle de la sous-section "éducation physique" comporte des heures destinées à former les futurs régents à enseigner dans l'enseignement fondamental. »

Art. 26. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 juillet 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture,

du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,

chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur,

de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

D. DUCARME

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

—
Note

Session 2002-2003 :

Documents du conseil. — Projet de décret n^o 411-1. — Amendements de Commissions, n^o 411-2. — Rapport, n^o 411-3. Amendements de séance, n^o 411-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 1^{er} juillet 2003.

—
VERTAALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3281

[C. 2003/29427]

3 JULI 2003. — Decreet tot invoering van de psychomotorische activiteiten in het gewoon kleuteronderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — ORGANISATIE VAN DE PSYCHOMOTORISCHE ACTIVITEITEN IN HET GEWOON KLEUTERONDERWIJS

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o er wordt een 14^o bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 14^o bis. Leermeester psychomotoriek : personeelslid belast met de psychomotorische activiteiten ».

2^o er wordt een 14^o ter ingevoegd, luidend als volgt :

« 14^o ter. Psychomotorische activiteiten : activiteiten met het oog op de ontwikkeling van de integratie van de verschillende soorten psychomotoriek, namelijk :

1^o de psychomotoriek van de beleefde handeling of psychomotorische dynamiek die de drie dimensies van een mens integreert : de lichamelijke, affectieve en cognitieve functie vanuit de beleefde handeling;

2^o de psychomotoriek van de globale relatie of psychomotorische dynamiek die het kind met de tijd, zichzelf, de anderen en de voorwerpen in een globale heweging en in een beleefde handeling confronteert;

3^o de waarnemings-motorische psychomotoriek of de psychomotorische dynamiek die het kind toelaat een ruimte te ondervinden die steeds meer verscheidenheid vertoont en in een tijdruimte te handelen die steeds ingewikkelder is. »

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « twee van deze lestijden kunnen evenwel specifieke opvoedende activiteiten zijn, bepaald door de inrichtende macht. » vervangen door de woorden "Het equivalent van ten minste twee van die lestijden wordt besteed aan de psychomotorische activiteiten";

2° het volgend lid wordt ingevoegd tussen de leden 2 en 3 :

« In de schoolinrichtingen of -vestigingen waar het wekelijks uurrooster beperkt is tot 26 lestijden, wordt het vermeerderd tot 28 lestijden vanaf het begin van het schooljaar vanaf hetwelk alle kleuterklassen van de schoolinrichting of -vestiging over twee lestijden psychomotoriek beschikken krachtens artikel 3ter. »

Art. 3. In datzelfde decreet wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« De psychomotorische activiteiten worden gegeven door een leermeester psychomotoriek.

De leermeester psychomotoriek moet houder zijn :

1° hetzij van het bekwaamheidsbewijs van kleuteronderwijzer voorzover zijn diploma vermeldt dat hij geslaagd is voor een cursus bewegingsopvoeding en psychomotoriek van minstens 120 uur of aangevuld is met een aanvullende opleiding in de psychomotoriek.

Deze opleiding bedraagt 72 lestijden bewegingsopvoeding en psychomotoriek met inbegrip van de specifieke didactiek van het vak georganiseerd in een inrichting voor sociale promotie die het post-graduaat in de psychomotoriek organiseert behoudens vrijstelling verleend door de Regering;

2° hetzij van het bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde lager secundair onderwijs, afdeling lichamelijke opvoeding.

De geaggregeerde van het lager secundair onderwijs, afdeling lichamelijke opvoeding, die niet gevormd is in het kader van zijn initiële opleiding, te onderwijzen in het kleuteronderwijs, moet zijn opleiding aanvullen met een aanvullende opleiding aangepast aan het kleuteronderwijs.

Deze opleiding bestaat uit een stage van 20 lestijden in het kleuteronderwijs en uit 10 lestijden praktijkonderzoek met een onderwijzer. Ze wordt georganiseerd in een inrichting voor sociale promotie die een pedagogische afdeling organiseert;

3° hetzij van het specialisatiediploma of van het post-graduaat in de psychomotoriek aangevuld met een aanvullende opleiding van pedagogische aard.

Als de gediplomeerde houder is van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs dat ander is dan dat van kleuteronderwijzer of van het bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs, afdeling lichamelijke opvoeding, bestaat de opleiding uit een stage van 20 lestijden in het kleuteronderwijs en uit 10 lestijden praktijkonderzoek met een onderwijzer. Ze wordt georganiseerd in een inrichting voor sociale promotie die een pedagogische afdeling organiseert;

Als de gediplomeerde geen pedagogisch bekwaamheidsbewijs heeft, bestaat de opleiding uit een stage van 20 lestijden in het kleuteronderwijs en uit 10 lestijden praktijkonderzoek met een onderwijzer. Ze wordt georganiseerd in een inrichting voor sociale promotie die een pedagogische afdeling organiseert;

4° hetzij van het diploma van gegradueerde in psychologische bijstand, optie psychopedagogie en psychomotoriek aangevuld met een aanvullende pedagogische opleiding.

Deze opleiding bestaat uit een cursus grondbegrippen epistemologie en onderwijsleer psychomotoriek van 30 lestijden, een stage van 20 lestijden in het kleuteronderwijs en 10 lestijden praktijkonderzoek met een onderwijzer. Ze wordt georganiseerd in een inrichting voor sociale promotie die een pedagogische afdeling organiseert;

5° hetzij van het diploma gegradueerde of licentiaat in de kinesitherapie aangevuld met een aanvullende opleiding van pedagogische aard.

Of de gediplomeerde al dan niet geaggregeerd is van het hoger secundair onderwijs, toch bestaat deze opleiding uit een cursus grondbegrippen epistemologie en onderwijsleer psychomotoriek van 30 lestijden, een stage van 20 lestijden in het kleuteronderwijs en 10 lestijden praktijkonderzoek met een onderwijzer. Ze wordt georganiseerd in een inrichting voor sociale promotie die een pedagogische afdeling organiseert;

6° hetzij van het diploma geaggregeerde of licentiaat in de lichamelijke opvoeding aangevuld met een aanvullende opleiding.

Deze aanvullende opleiding bestaat uit een cursus grondbegrippen epistemologie en onderwijsleer psychomotoriek van 60 lestijden, een stage van 20 lestijden in het kleuteronderwijs en 10 lestijden praktijkonderzoek met een onderwijzer. Ze wordt georganiseerd in een inrichting voor sociale promotie die een pedagogische afdeling organiseert;

7° van het diploma van opvoeder gespecialiseerd in sociaal-sportieve activiteiten aangevuld met een aanvullende opleiding voorzover zijn diploma vermeldt dat hij geslaagd is voor de cursussen psychomotoriek van een urenvolume van minstens 120 uur.

Deze aanvullende opleiding bestaat uit een cursus grondbegrippen epistemologie en onderwijsleer psychomotoriek van 30 lestijden, een stage van 20 lestijden in het kleuteronderwijs en 10 lestijden praktijkonderzoek met een onderwijzer. Ze wordt georganiseerd in een inrichting voor sociale promotie die een pedagogische afdeling organiseert. »

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt een artikel 3ter ingevoegd, luidend als volgt :

§1. De organisatie van de psychomotorische activiteiten bedoeld in artikel 3, lid 1, is verplicht voor de schoolinrichtingen of -vestigingen die een specifieke omkadering krijgen binnen de perken van dit artikel.

§2. De Regering kent minstens de volgende middelen toe voor de organisatie van de psychomotorische activiteiten :

1° teneinde de aanwerving of de aanstelling van leermeesters psychomotoriek toe te laten :

| | |
|----------------------|-----------------|
| voor het jaar 2003 : | 305.000 euro |
| voor het jaar 2004 : | 1.083.000 euro |
| voor het jaar 2005 : | 3.701.000 euro |
| voor het jaar 2006 : | 3.607.000 euro |
| voor het jaar 2007 : | 5.240.000 euro |
| voor het jaar 2008 : | 5.617.000 euro |
| voor het jaar 2009 : | 6.597.000 euro |
| voor het jaar 2010 : | 7.808.000 euro; |

2° hoogstens 20 % van de beschikbare middelen bestemd voor het basisonderwijs in het kader van de overeenkomsten genomen ter uitvoering van artikel 18 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en van het koninklijk besluit van 21 juni 1989 tot opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

3° teneinde de aanwerving van activiteitenhoofden toe te laten overeenkomstig artikel 12 van het decreet van 3 juli 2003 tot invoering van de psychomotorische activiteiten in het gewoon kleuteronderwijs en de toekenning van subsidies toe te laten voor de aankoop van materiaal bestemd voor de psychomotoriek volgens de nadere regels bepaald in de artikelen 16 tot 19 van voornoemd decreet van 3 juli 2003 tot invoering van de psychomotorische activiteiten in het gewoon kleuteronderwijs :

| | |
|----------------------|-----------------|
| voor het jaar 2003 : | 175.000 euro |
| voor het jaar 2004 : | 619.000 euro |
| voor het jaar 2005 : | 2.115.000 euro |
| voor het jaar 2006 : | 2.061.000 euro |
| voor het jaar 2007 : | 2.994.000 euro |
| voor het jaar 2008 : | 3.209.000 euro |
| voor het jaar 2009 : | 3.769.000 euro |
| voor het jaar 2010 : | 4.462.000 euro. |

§ 3. De in § 2, 1° en 2°, bedoelde middelen worden verdeeld zodat de in § 2, 1° en 2°, bedoelde middelen, elk verdeeld worden onder de netwerken evenredig met het aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in het gewoon kleuteronderwijs. De verdeling gebeurt als volgt :

1° prioritair per twee lestijden psychomotorische activiteiten en dit vanaf het schooljaar 2003-2004 in alle schoolvestigingen;

2° de aanvullende beschikbare lestijden worden verdeeld onder het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, het officieel gesubsidieerd onderwijs, het vrij confessioneel gesubsidieerd onderwijs en het vrij niet-confessioneel gesubsidieerd onderwijs.

Het deel van elke commissie bedoeld in de punten *a)* en *b)* van dit artikel is evenredig met het aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in de schoolinrichtingen of -vestigingen.

Deze beschikbare aanvullende lestijden worden verdeeld :

in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, door de zonale aanstellingscommissies bedoeld in artikel 14*quater* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

in het gesubsidieerd onderwijs, door de gewestelijke reëctatiecommissies bedoeld bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 tot oprichting van Gewestelijke Reëctatiecommissies voor het personeel van het gesubsidieerd voorschools en lager onderwijs.

In het kader van de verdeling van de lestijden psychomotorische activiteiten zorgen de in *a)* en *b)* bedoelde commissies ervoor dat de lessenroosters van de personeelsleden zo mogelijk niet verspreid worden, de pedagogische ploegen stabiel blijven en de scholen met minder dan drie kleuterklassen en de scholen die minvermogenende personen opvangen, verkozen worden.

In uitzonderlijke situaties kan het minimaal aantal uren dat vereist is om een ambt te vormen met volledige prestaties van leermeester psychomotoriek daarenboven voor een periode gaande van 1 september 2003 tot 30 juni 2010, in situaties waarbij aan de leermeester psychomotoriek gevraagd wordt zich veel te verplaatsen, door de commissies bedoeld in *a)* en *b)* beperkt worden tot hoogstens twee lestijden. De Regering bepaalt het aantal lestijden psychomotoriek die gebruikt kunnen worden door elke commissie voor de toepassing van dit lid.

§ 4. De inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en de directeur in de inrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, die geen tegemoetkoming genieten voor de organisatie van de psychomotorische activiteiten ter uitvoering van § 3, 2°, kunnen een beroep doen op een activiteitenhoofd overeenkomstig artikel 14 van dit decreet.

Elke inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en de directeur in de inrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, die bij toepassing van vorig lid, een beroep doet op een activiteitenhoofd, is verplicht twee lestijden psychomotoriek te organiseren.

Art. 5. In artikel 18 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« De leermeesters psychomotoriek met volledige prestaties worden ertoe gehouden 26 lestijden per week te geven. Zij besteden 60 lestijden aan het overleg met hun collega's van het kleuter- en lager onderwijs, volgens de nadere regels bepaald in de artikelen 24 en 25. »

Art. 6. In hetzelfde decreet wordt een artikel 98*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 98*bis*. Zolang een schoolinrichting of -vestiging waar kleuteronderwijs verstrekt wordt, geen twee aanvullende lestijden geniet voor de berekening van de omkadering overeenkomstig artikel 3*ter*, kunnen de psychomotorische activiteiten vervangen worden door de specifieke opvoedende activiteiten bepaald door de inrichtende macht. »

TITEL II. — WIJZIGING VAN DE STAFUTAIRE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en van de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 7. In artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, aangevuld door de koninklijke besluiten van 22 juli 1969, 31 juli 1969, 7 maart 1979 en 1 augustus 1984 en gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 27 januari 1994, 4 juli 1994, 16 januari 1995, 7 april 1995 en 24 oktober 1996 en bij de decreten van 19 juli 1993, 13 juli 1998, 4 januari 1999 en 27 maart 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de rubriek "A. In het kleuteronderwijs", vervangen bij het besluit van de Regering van 24 oktober 1996, wordt een punt "3" ingevoegd, luidend als volgt : "leermeester(es) psychomotoriek";

2° in de rubriek "Bbis. In het basisonderwijs", ingevoegd bij het besluit van de Regering van 24 oktober 1996, wordt een punt lter ingevoegd, luidend als volgt : "leermeester(es) psychomotoriek".

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van ambten van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 8. Een artikel 6^{quater}, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van ambten van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen :

De bekwaamheidsbewijzen vereist voor het ambt van leermeester(es) psychomotoriek die de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel kunnen uitoefenen in het kleuteronderwijs worden als volgt vastgesteld :

1° het diploma kleuteronderwijzer of -onderwijzeres voor zover zijn diploma vermeldt dat hij voor een cursus bewegingsopvoeding en psychomotoriek geslaagd is van minstens 120 uren of het aangevuld is met een aanvullende opleiding in de psychomotoriek bepaald in artikel 3bis, 1°, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving;

2° het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs (lichamelijke opvoeding);

De geaggregeerde van het lager secundair onderwijs, afdeling lichamelijke opvoeding, die in het kader van zijn initiële opleiding niet opgeleid is om les te geven in het kleuteronderwijs, moet zijn opleiding aanvullen met een aanvullende opleiding aangepast aan het kleuteronderwijs zoals bepaald in artikel 3bis, 2°, van voornoemd decreet van 13 juli 1998;

3° het specialisatiediploma in de psychomotoriek aangevuld met een aanvullende opleiding van pedagogische aard zoals bepaald bij artikel 3bis, 3°, van voornoemd decreet van 13 juli 1998;

4° het diploma van post-gegradueerde in de psychomotoriek aangevuld met een aanvullende opleiding van pedagogische aard zoals bepaald bij artikel 3bis, 3°, van voornoemd decreet van 13 juli 1998;

5° het diploma van gegradueerde in de psychologische bijstand, optie psychopedagogie en psychomotoriek aangevuld met een aanvullende opleiding van pedagogische aard zoals bepaald bij artikel 3bis, 4°, van voornoemd decreet van 13 juli 1998;

6° het diploma van gegradueerde of licentiaat in de kinesitherapie aangevuld met een aanvullende opleiding van pedagogische aard zoals bepaald bij artikel 3bis, 5°, van voornoemd decreet van 13 juli 1998;

7° het diploma van geaggregeerde of licentiaat in de lichamelijke opvoeding aangevuld met een aanvullende opleiding van pedagogische aard zoals bepaald bij artikel 3, 6°, van voornoemd decreet van 13 juli 1998. »

HOOFDSTUK III. — Wijziging van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs

Art. 9. In artikel 11 van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 3 september 1991 en bij het decreet van 27 maart 2002, wordt tussen de rubrieken "Kleuteronderwijzer(es) voor de onderdopelingscursussen" en "onderwijzer(es) lager onderwijs", een nieuwe rubriek ingevoegd, luidend als volgt :

Leermeester(es) psychomotoriek"

Groep A

Het diploma kleuteronderwijzer(es) aangevuld met een opleiding in de psychomotoriek ander dan die bedoeld bij artikel 3bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving

Houder van dat bekwaamheidsbewijs : FG

Groep B

| | |
|--|--|
| Het diploma kleuteronderwijzer(es) | Houder van dat bekwaamheidsbewijs / FG |
| Het diploma geaggregeerde in het lager secundair onderwijs, afdeling lichamelijke opvoeding en sport | Houder van dat bekwaamheidsbewijs / FG |
| Het diploma geaggregeerde in het hoger secundair onderwijs, afdeling lichamelijke opvoeding | Houder van dat bekwaamheidsbewijs / FG |

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 10. In artikel 14^{quater} van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. Overeenkomstig artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, verdeelt de commissie onder de verschillende schoolinrichtingen of -vestigingen de middelen toegekend aan de psychomotoriek met het oog op de aanwerving van een leermeester(es) psychomotoriek. »

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 tot oprichting van Gewestelijke Reaffectatiecommissies voor het personeel van het gesubsidieerd voorschools en lager onderwijs

Art. 11. In artikel 2 van voornoemd besluit van de Executieve wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Overeenkomstig artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, verdeelt de commissie onder de verschillende schoolinrichtingen of -vestigingen de middelen toegekend voor de psychomotoriek met het oog op de aanwerving van een leermeester(es) psychomotoriek. »

TITEL III. — BEPALINGEN MET BETREKKING TOT SPORT

HOOFDSTUK I. — Omkadering door een activiteitenhoofd

Art. 12. Overeenkomstig artikel 3ter, § 4, van voornoemd decreet van 13 juli 1998, kunnen de psychomotorische activiteiten op aanvraag van de directeur of directrice van de schoolinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van de inrichtende macht in de schoolinrichtingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, uitgeoefend worden door een activiteitenhoofd, overeenkomstig artikel 1, 8°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 1998 tot vaststelling van de lijst van de bijkomende en specifieke opdrachten voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De in het vorig lid bedoelde aanvraag wordt gericht aan de Regering.

Een adviescommissie wordt opgericht binnen de algemene directie sport.

Deze commissie bestaat voor de helft uit vertegenwoordigers van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap : een vierde vertegenwoordigers van de vakorganisaties erkend en vertegenwoordigd binnen het onderhandelingscomité – sector IX of het comité voor de provinciale en lokale overheidsdiensten – afdeling II en van het onderhandelingscomité – sector XVII en een vierde vertegenwoordigers van de coördinatie- en vertegenwoordigingsorganen van de inrichtende machten bedoeld in artikel 5bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1970 en bij het decreet van 2 juni 1998.

Ze heeft voor opdracht een advies te geven aan de Regering over de aanstelling van de activiteitenhoofden bedoeld in deze titel IV binnen de verschillende schoolinrichtingen of -vestigingen die een aanvraag hebben ingediend.

Art. 13. Het activiteitenhoofd dat psychomotorische activiteiten uitoefent, moet houder zijn van het bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs, afdeling lichamelijke opvoeding.

De "Ecole d'Administration publique" opgericht bij het besluit van 25 oktober 2002 van de Franse Gemeenschap tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor Overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap, organiseert voor de activiteitenhoofden een opleiding tijdens de loopbaan in de psychomotoriek.

De activiteitenhoofden hebben op hun aanvraag toegang tot de voortgezette vormingen in de psychomotoriek georganiseerd door de onderwijsnetwerken.

Art. 14. Het activiteitenhoofd wordt aangeworven in de diensten van de Franse Gemeenschap – Algemene directie Sport – overeenkomstig artikel 2, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen.

De relaties op het werk tussen het activiteitenhoofd en de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of de directeur in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden bepaald door de Regering.

Art. 15. In de uitoefening van het ambt dat hij vervult in de onderwijsinrichtingen overeenkomstig artikel 3ter, § 4, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, zorgt het activiteitenhoofd maximaal voor 26 lestijden psychomotoriek per week. Als hij 26 lestijden psychomotoriek geeft, besteedt hij de rest van zijn wekelijkse arbeidsduur aan de voorbereiding van zijn activiteiten.

Die voorbereidingsperiode wordt, in voorkomend geval, beperkt naar evenredigheid van het aantal lestijden die hij besteedt aan de organisatie van de psychomotorische activiteiten in de onderwijsinrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Met de toestemming van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs en van de directeur in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, besteedt het activiteitenhoofd in het kader van de voorbereidingsperiode van de psychomotorische activiteiten, 60 lestijden aan overleg volgens de bepalingen vastgesteld in de artikelen 24 en 25 van voornoemd decreet van 13 juli 1998.

HOOFDSTUK II. — *Aankoop van materiaal*

Art. 16. De Regering kan, binnen de perken van de begrotingskredieten, subsidies toekennen voor de aankoop van sportmateriaal bestemd voor de psychomotoriek.

Dit hoofdstuk is van toepassing op het gewoon onderwijs en het buitengewoon onderwijs.

Art. 17. De subsidies worden toegekend aan de inrichtingen in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of aan inrichtende machten in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 18. Het bedrag van de subsidie wordt als volgt vastgesteld :

1° 75 % van de werkelijke prijs van het materiaal waarvan het maximumbedrag door de Regering is vastgesteld voor de vestigingen voor basisonderwijs bedoeld in artikel 3, 15°, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, alsmede voor de vestigingen opgenomen in de lijsten bedoeld in artikel 4, § 2, van voornoemd decreet van 30 juni 1998, inzonderheid door de toepassing van positieve discriminatie of voor de inrichtende machten in het gesubsidieerd gewoon of buitengewoon onderwijs en de inrichtingen in het gewoon of buitengewoon onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap die een aantal leerlingen tellen in het lager voorschools onderwijs dat lager ligt dan het cijfer vastgesteld door de Regering of voor de schoolinrichtingen die zich ertoe verbinden het gesubsidieerd materiaal ter beschikking te stellen van buitenschoolse activiteiten georganiseerd in hun lokalen;

2° 60 % van de werkelijke prijs van het materiaal waarvan het maximumbedrag door de Regering vastgesteld is voor de inrichtingen voor gewoon of buitengewoon onderwijs die niet bedoeld zijn in 1°

Art. 19. De Regering bepaalt de nadere regels voor het indienen van aanvragen alsmede voor het controleren van de aanwending van de subsidies.

Elke inrichting in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of elke inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 17 die een subsidie genoten heeft voor de aankoop van sportmateriaal bestemd voor de psychomotoriek zal slechts een nieuwe aanvraag mogen indienen voor materiaal dat gesubsidieerd is overeenkomstig artikel 18 op het einde van een termijn van tien jaar. Deze termijn begint vanaf de ontvangst van het gesubsidieerd materiaal.

TITEL IV. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 20. De gesubsidieerde contractuelen die de aanvullende opleiding gevolgd hebben in de psychomotoriek georganiseerd in het kader van het « proefexperiment », worden geacht een aanvullende opleiding gevolgd te hebben in de psychomotoriek zoals bepaald in artikel 3bis van voornoemd decreet van 13 juli 1998.

Art. 21. De onderwijzers of onderwijzeressen van het kleuteronderwijs die psychomotorische activiteiten gegeven hebben in het kleuteronderwijs gedurende minstens vier schooljaren gedurende de laatste acht schooljaren, worden geacht een aanvullende opleiding in de psychomotoriek gevolgd te hebben zoals bepaald in artikel 3bis van voornoemd decreet van 13 juli 1998.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel.

Art. 22. In afwijking van artikel 3ter, § 3, van voornoemd decreet van 13 juli 1998, krijgen de schoolvestigingen of -inrichtingen die aan het « proefexperiment » hebben deelgenomen gedurende het schooljaar 2002/2003 van rechtswege een aantal lestijden psychomotorische activiteiten die minstens overeenkomen met de activiteiten toegekend in het kader van dat proefexperiment.

Art. 23. Voor het schooljaar 2003/2004, moet het percentage bedoeld in artikel 3ter, § 2, 2°, toelaten 6 006 lestijden te besteden voor de organisatie van de psychomotorische activiteiten.

Art. 24. Voor het schooljaar 2003-2004 is aan de voorwaarden bedoeld in de punten 1) en 2) van artikel 6, § 1 van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs voldaan.

In afwijking van artikel 6, § 1, 3°, worden de houders van de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen van groep B bedoeld in artikel 11 van voornoemd koninklijk besluit van 20 juni 1975, zoals gewijzigd bij artikel 8 van dit decreet, aangeworven door de inrichtende macht als de minister een positieve beslissing neemt over het advies van de diensten van de Regering.

Art. 25. Artikel 24, lid 2, van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten, wordt vervangen door volgend lid :

« Het referentierooster van de onderafdeling "Germaanse talen" bevat opleidingsuren bestemd om de toekomstige regenten op te leiden tot het geven van lessen aan leerlingen van het lager onderwijs en dat van de onderafdeling "lichamelijke opvoeding" bevat uren voorbestemd om de toekomstige regenten op te leiden tot het geven van lessen in het basisonderwijs. »

Art. 26. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2003.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 juli 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen.

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,

belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs,

Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,

D. DUCARME

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003*

Stukken van de Raad – Decreetontwerp nr. 411-1 – Amendementen van de Commissie nr. 411-2, Verslag nr. 411-3, Amendementen van de zitting, nr. 411-4.

Integraal verslag – Bespreking en aanneming – Vergadering van 1 juli 2003.